L'interprétariat par visioconférence au sein des chambres de l'instruction en France : une étude conversationnelle de l'activité d'interprétariat dans un dispositif interactionnel médiatisé

Christian Licoppe

Professeur, Department of Social Science, Telecom Paristech
christian.licoppe@telecom-paristech.fr

Maud Verdier

Maître de conférences, Université Paul Valéry-Montpellier,
Praxiling UMR 5267, maud.verdier@univ-montp3.fr

Introduction

Cet article examine l'activité d'interprétariat en contexte judiciaire lorsqu'elle se déroule en mobilisant un dispositif de visioconférence destiné à mettre en relation un(e) interprète présent(e) dans la salle d'audience auprès de la cour et un prévenu situé dans un site distant¹. Les études interactionnelles sur l'interprétariat judiciaire, généralement centrées sur l'interprète, mettent l'accent sur l'impact des traductions au niveau pragmatique afin d'évaluer les effets au niveau de la qualité même du processus judiciaire (par exemple, Berk-Seligson, 1990 ; Perez Gonzalez, 2006). Dans cet article, nous choisissons d'explorer la dimension collaborative de l'activité d'interprétation, en considérant tous les participants présents dans le champ de cette activité (Angermeyer, 2005, 2009 ; Wadensjö, 1998, 2011). La situation que nous présentons suppose que les acteurs participant à l'activité juridique prennent en compte la dimension médiatisée de l'activité d'interprétariat.

Alors que la situation institutionnelle judiciaire est un objet d'étude de longue date pour l'interactionnisme (par exemple, Atkinson et Drew, 1979 ; Drew, 1985 ; Eades, 1994 ; Galatolo, 2007), peu d'études s'intéressent à

1. Nous remercions Véronique Traverso et Anna Claudia Ticca pour leurs remarques et commentaires.

ce jour à l'interprétariat médiatisé dans une perspective conversationnelle (par exemple, Warnicke et Plejert, 2012²). Depuis quelques années, les travaux sur la visioconférence qui étudient le statut de cet objet technique dans l'interaction (Licoppe et Relieu, 2007) mettent l'accent sur le travail collaboratif distribué et les réunions professionnelles informelles (Fish et *alii*, 1992; Gaver, 1992; Dourish et *alii*, 1996) en soulignant la fragilité du cadre interactionnel (Fornel, 1994) d'une part, et les problèmes interactionnels au niveau de l'organisation des tours de parole, l'orientation corporelle et les regards (Heath et Luff, 1992; Relieu, 2007) d'autre part. Cet article, en contribuant à la réflexion sur l'importance de la mobilité des caméras visiophoniques et ses conséquences sur l'accès au cadre interactionnel partagé (Whittaker, 2003; Mondada, 2007; Licoppe et Morel, 2014), vise à montrer la manière dont la visioconférence remodèle les ressources conversationnelles (verbales et gestuelles) de l'interprète judiciaire.

La situation impliquant un(e) interprète s'inscrit dans un dispositif interactionnel médiatique qui, en transformant l'activité des différents participants, modifie l'activité de l'interprète. Dans une première partie, nous étudions la manière dont certains participants sont amenés à prendre une position interactionnelle à visée coopérative dans le but d'améliorer l'activité d'interprétariat. Les participants ne sont pas seulement dans une relation de nature institutionnelle, la dimension médiatisée doit impérativement être considérée pour prendre en compte l'activité d'interprétariat. L'examen de deux séquences révèle la complexité de la situation judiciaire impliquant un(e) interprète lorsqu'elle s'inscrit en outre dans un dispositif médiatisé: pour s'adapter aux contraintes interactionnelles qu'il induit, les participants ont recours à des ressources conversationnelles qui diffèrent de celles mobilisées en face-à-face. Dans la deuxième partie, nous montrons que le dispositif technique tend à modifier la relation qui unit l'interprète et le prévenu. Alors que dans une situation de co-présence, le premier est au service du second de manière à garantir un procès équitable, le dispositif technique complexifie les termes de cette relation, les possibilités du prévenu qui comparaît dans un site distant pour interagir avec l'interprète étant en effet rendues difficiles. Deux séquences, où nous contrastons une séquence en co-présence avec une séquence où le prévenu se présente à l'audience depuis un site distant, nous permettent de le

2. Étudiant les modalités de prises de tour dans les situations de VRS (*Video Relay Service*) impliquant un interprète, les auteurs montrent que le rôle de ce dernier dépasse la simple médiation.

montrer. On étudie ensuite plus précisément les problèmes d'adresse qui se posent pour la personne située dans un site distant désirant s'adresser à la cour via l'interprète. Dans la lignée des travaux conversationnels sur l'adresse (Lerner, 2003 ; Clayman 2010, 2013), nous analysons l'impact séquentiel de l'utilisation d'un terme d'adresse (tel qu'un nom propre en arabe algérien).

1. Le dispositif d'interprétariat juridique par visioconférence dans les cours d'appel de Rennes et Grenoble

Notre recherche est conduite dans le cadre du projet européen Avidicus, programme de justice criminelle consacré à l'étude de l'interprétariat dans les débats judiciaires impliquant la visioconférence³. Plusieurs pays⁴ sont impliqués dans ce programme destiné à permettre l'élaboration d'une nouvelle directive relative à l'interprétariat dans les cours de justice utilisant un dispositif de visioconférence. C'est dans ce cadre que nous avons filmé les débats dans les chambres de l'instruction de Rennes et de Grenoble, qui incluent un prévenu comparaissant depuis un site distant et un interprète présent auprès de la cour⁵. Nous avons décrit ailleurs le protocole de recherche qui, s'inscrivant dans la lignée des travaux conversationnels d'inspiration ethnométhodologique (Sacks, Schegloff et Jefferson, 1974), suppose l'enregistrement audiovisuel des audiences dans le cadre d'une enquête sur les usages de la visioconférence (Licoppe et Dumoulin, 2010 ; Dumoulin et Licoppe, 2011 ; Verdier et *alii*, 2012 ; Licoppe et *alii*, 2012). Nous précisons ici les effets du dispositif de visioconférence sur la nature d'un cadre de participation déjà complexifié par la présence d'un(e) interprète.

Lorsque les débats impliquant un prévenu et son interprète se déroulent par visioconférence, l'organisation spatiale de la salle d'audience se trouve modifiée, ce qui n'est pas sans incidence sur l'organisation des tours de parole.

En coprésence, l'interprète se tient debout près du prévenu qui apparaît dans le box vitré (photo 1 page suivante).

3. Des précisions sur le programme Avidicus sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.videoconference-interpreting.net/sProgramme.html/>.

4. Le Royaume-Uni, la Belgique, la Hollande, la France et la Pologne.

5. Chaque cour d'appel comprend une chambre de l'instruction. Cette dernière est composée d'un président de chambre et de deux (juges) conseillers. Le parquet (ou ministère public) est représenté par le Procureur général ou un de ses substituts généraux (avocat général) et un greffier. Cette chambre statue notamment sur les placements en détention provisoire des prévenus en attente de jugement.

Photo 1 : En coprésence, l'interprète (à gauche) se tient debout près du prévenu (dans le box vitré).

L'interprète utilise alors la technique de traduction simultanée en parlant à voix basse. Lorsque le prévenu comparaît par visioconférence, la disposition spatiale de la cour est modifiée : le prévenu apparaît sur l'écran de la visioconférence situé à droite de la cour, derrière le greffier. L'interprète, présent dans la salle d'audience avec la cour reste debout près de celle-ci, afin d'être visible du prévenu (photo 2)⁶.

Photo 2 : L'image de gauche montre le prévenu tel que le perçoit la cour, lorsqu'il comparaît par visioconférence. À droite, l'image de la cour, telle qu'elle est perçue par le prévenu, avec l'interprète debout près de la cour, de manière à être toujours visible du prévenu.

Dans certains cas exceptionnels (à Rennes), l'interprète peut être assis(e) près du président de la cour. Quelle que soit la configuration – assis auprès du président de la cour ou debout –, l'interprétariat se fait alors de manière consécutive, avec un ton de voix haut, pour être entendu

6. Pour des raisons de confidentialité, les photos ont été floutées.

du prévenu situé dans le site distant. Le dispositif de visioconférence contraint les interprètes dans le type d'interprétariat : ceux-ci doivent conduire la traduction de manière consécutive alors même qu'une traduction simultanée en chuchotage aurait été plus adaptée à ce type de situation où les tours de parole peuvent être très étendus. À cet égard, le type d'interprétariat judiciaire s'apparente au travail des interprètes de conférence (Braun et Taylor, 2012).

Rappelons brièvement que l'organisation interactionnelle des cours judiciaires se caractérise par une asymétrie des rôles et que la prise des tours de parole et le type de tour sont pour une large part dépendants du statut institutionnel des participants. En particulier, le droit à poser des questions et à y répondre est soumis à des restrictions : les juges ont le droit de questionner le prévenu ; le prévenu peut poser des questions mais ce droit est très restreint, et il a surtout l'obligation de répondre aux questions sous peine d'être sanctionné pour son silence. Les participants s'orientent vers ce système de pré-allocation de tours (Heritage, 2005 ; Drew et Heritage, 1992) : ainsi, lorsque le président donne la parole à l'avocat général, les autres participants s'orientent vers le fait de ne pas parler durant le réquisitoire. L'avocat général se conforme à la nature institutionnelle de la situation, en parlant à voix haute durant son réquisitoire, en direction non seulement du prévenu, mais aussi des avocats et des magistrats de la cour, amenés à statuer sur le cas. Ce type de tour étendu est généralement interprété de manière simultanée en chuchotage en coprésence, et de manière consécutive en visioconférence, soit à la toute fin du réquisitoire, soit à la fin d'un ensemble d'énoncés. L'interdiction de prendre la parole pendant le réquisitoire ne s'applique donc pas pour l'interprète, qui, lorsqu'elle traduit simultanément en coprésence, opère des chevauchements sur les tours en cours, et ce sans risquer des sanctions particulières, à condition de parler en chuchotant – la technique de chuchotage indiquant l'orientation de l'interprète vers son rôle institutionnel d'interprète. Toutefois, nous avons indiqué que le chuchotement est précisément impossible dans les situations de visioconférence que nous observons dans les cours d'appel de Rennes et de Grenoble⁷. Dans ce qui suit, nous étudions plus précisément les effets du dispositif de visioconférence sur les ressources conversationnelles et ses répercussions sur les relations interpersonnelles.

7. Il est possible de traduire simultanément dans ces situations avec un équipement spécifique. Mais un tel outillage n'est pas disponible dans les cours judiciaires où nous avons mené nos enquêtes.

3. L'impact du dispositif de visioconférence sur l'écologie d'une cour bilingue

L'expression de *bilingual courtroom* (Berk-Seligson, 1990; Licoppe et Verdier, 2013) permet de souligner l'impact des interprètes sur le processus judiciaire du fait des légères distorsions à l'œuvre dans les traductions des débats (en l'occurrence, dans l'ouvrage de S. Berk-Seligson, le problème du transfert des formes passives ou actives de l'anglais à l'espagnol), phénomène souvent négligé par les interprètes eux-mêmes. Nous observons pour notre part que les participants intègrent la présence de l'interprète sur le plan interactionnel : le fait que l'interprétation ait lieu de manière consécutive lorsque le prévenu comparait par visioconférence a pour effet de reconfigurer l'organisation des tours de parole. Nous examinons les effets d'une telle reconfiguration sur l'organisation des droits et obligations liés à la prise de tour dans les situations institutionnelles de ce type.

3.1. Réorganisation des tours de parole entre l'interprète, le président de la cour et l'avocate générale

La transformation de l'écologie des tours de parole en situation de visioconférence a des effets sur les droits et obligations relativement à la prise de tour, en offrant la possibilité à ceux qui ne l'ont pas a priori, y compris le président de la cour, de prendre la parole pendant le réquisitoire. Celui-ci devient alors une performance à plusieurs voix et plusieurs langues, où la parole du président se trouve enchâssée à celle de l'avocat général, et où les prises de parole sont facilitées par le caractère plus visiblement collaboratif de la production des interventions telles que le réquisitoire (Licoppe, Verdier & Dumoulin, 2013). C'est le cas des deux séquences qui suivent. Elles exemplifient en outre l'orientation du président par rapport à ce que l'on dénomme en droit « le procès équitable ». Dans les deux cas en effet, le président reformule en partie le réquisitoire à destination de l'interprète. Cette pratique manifeste une orientation vers la réalisation d'un procès « objectif » : une mauvaise traduction créerait en effet un déséquilibre par rapport aux droits de la défense ce qui mettrait en cause l'égalité des débats. Cette activité pratique visant à rendre un procès équitable s'inscrit dans un ensemble de pratiques dont nous allons étudier la mise en œuvre et l'implémentation conversationnelle.

La séquence⁸, qui commence au tout début du réquisitoire de l'avocat général, s'organise de la manière suivante : dans le tour de parole de 1 à 6⁹ le président explique à l'avocate générale qu'elle doit scander son propos pour faciliter le travail de l'interprète ; en T7 l'avocate générale commence son réquisitoire en indiquant que le prévenu est mis en examen pour un trafic de stupéfiant qui dure depuis deux ans ; en T14 le président reformule pour l'interprète ; en T19, celle-ci prolonge le tour du président ; en T21 le président précise à nouveau un point à traduire. Cette séquence est suivie ensuite de la traduction par l'interprète (qui n'est pas reproduite dans la transcription). On remarque en T8 que l'huissier (H) prend la télécommande pour recadrer la caméra sur l'avocate générale (T10).

De T1 à T4, le président donne des instructions à l'avocate générale, non pas sur le fond – il n'en a nullement le droit –, mais sur la manière dont elle doit présenter son réquisitoire, à savoir, en scandant son propos. L'avocate générale ratifie en T5, avec un léger chevauchement sur la fin du tour du président (T4-5), ce qui indique un assentiment sans condition de sa part. Puis elle enchaîne en T7 avec à l'initiale du tour le connecteur interjectif « alors » qui marque qu'elle initie la séquence de réquisitoire. Nous avons évoqué qu'en coprésence, le réquisitoire constitue un tour de parole étendu dont l'avocat général a l'entière maîtrise et que personne n'a en principe le droit d'interrompre. Dans une situation d'interprétariat, il est vrai que l'interprète a le droit d'interrompre l'avocate pour commencer à traduire avant même que celle-ci ait terminé son tour. Plus étonnant, le président prend la parole en T14 à la suite de l'énoncé de l'avocate, alors qu'elle n'a pas terminé son réquisitoire, afin de reformuler le tour pour l'interprète. Il prend la parole (T14) à une place transitionnelle pertinente au sein du tour de l'avocate générale, en s'accompagnant d'un geste de main levée, la paume tournée vers l'extérieur (qui ne semble pas noté par l'avocate), avec un registre bas, en se tournant vers l'interprète (T13).

Un tel registre marque publiquement que son tour de parole est d'une autre nature que celui de l'avocat général : il s'adresse en effet non pas au prévenu ou à son avocat, ni aux autres membres de la cour, mais bien à l'interprète, et sur le mode même de l'interprétariat en coprésence, le chuchotement. Il initie son tour par une instruction (« vous lui dites ») et reformule les propos de l'avocate générale sur le mode du discours rapporté indirect. L'interprète interrompt le président en complétant le tour

8. Les conventions utilisées dans les transcriptions sont expliquées dans un tableau en fin d'article.

9. Par la suite, T désigne le tour de parole.

initié par ce dernier (T19). Un tel enchaînement de sa part lui permet d'indiquer que le président n'a pas besoin de reformuler ou bien qu'il n'a pas à douter de sa compétence à elle. Le président à son tour ratifie la proposition de l'interprète (T20). Il prolonge toutefois la reformulation en précisant à la fois l'importance du trafic et sa durée exacte.

L'organisation des tours de parole pendant le réquisitoire de cette audience se fera sur ce modèle : l'avocate générale énonce un argument, le président reformule l'argument pour l'interprète qui traduit à son tour les propos du président et de l'avocate générale. Le déroulement du réquisitoire résulte ainsi d'une collaboration entre l'avocate générale, le président et l'interprète, ce qui est, rappelons-le, tout à fait inédit par rapport à une situation où le prévenu est coprésent. On remarquera que lorsque le président reformule en T22, il indique que le trafic est important. Or, l'avocate générale n'a pas dit que le trafic était important, elle l'a seulement qualifié (un trafic de stupéfiants), son estimation concernant la période du trafic. La voix du président est ainsi d'une certaine manière enchâssée dans celle de l'avocate générale, alors même que séquentiellement, son tour est articulé à celui de l'interprète. Comment comprendre cette reformulation par le président en T22 ? Il s'agit d'un moment important relatif à la qualification des faits ; il y a par conséquent à ce moment précis un enjeu du point de vue de la traduction. L'avocate générale a indiqué une période, de 2008 à 2010, jusqu'à l'arrestation. Il faut comprendre le travail de reformulation du président comme participant de la volonté de rendre saillant un point évoqué par l'avocate générale, à savoir que deux ans de trafic est une longue période ce qui implique une certaine gravité des faits, et qui explique aussi que la personne est en détention provisoire¹⁰. Une telle reformulation est importante pour le président car il veut faire comprendre explicitement la durée du trafic comme un facteur aggravant. En ce sens, *l'orientation du président est bien vers ce que le droit appelle un procès équitable* : une telle reformulation a pour effet de rendre explicite pour le prévenu ce qui n'était qu'implicitement évoqué dans le réquisitoire. Dans le cas d'une audience en coprésence, il aurait été impossible pour le président d'interrompre ainsi l'avocate générale, encore moins de reformuler une partie du réquisitoire. La présence de l'interprète à ses côtés et l'impossibilité pour celle-ci d'opérer une traduction simultanée en raison du dispositif de visioconférence expliquent le développement d'une telle activité de reformulation.

10. La détention provisoire est en effet l'exception en France.

Celle-ci n'est par ailleurs pas perçue par l'interprète qui explique en roumain : « Madame l'avocate qui est ici dit que vous avez transporté de la drogue depuis la fin de l'année deux mille huit jusqu'au jour de l'arrestation »¹¹. De manière prévisible, l'interprète traduit ce qui est explicite (Angermeyer 2009 : 5), la modification introduite par la médiatisation de la situation n'affectant pas l'interprète qui, restant orientée par rapport au tour de l'avocate générale, n'inclut pas la dimension pédagogique introduite dans la reformulation du président. Le fait de ne pas tenir compte de la consigne de traduction rajoutée par le président révèle un problème récurrent du cadre multiparticipants, qu'il soit médiatisé ou non, qui se pose à l'interprète : s'il y a reformulation par autrui, faut-il rester fidèle à l'énoncé original ou intégrer dans sa traduction la modification introduite par le second locuteur ? Modifier la traduction en fonction de ce qu'a introduit le président est plus coûteux, car cela suppose de transformer quelque peu l'énoncé de base de l'avocate générale. Parmi ces deux options qui s'offrent à elle, parce qu'elle est libre de ne pas s'engager dans une telle transformation par rapport à sa tâche première qui est de traduire les propos du réquisitoire, l'interprète choisit donc ici de rester orientée vers une fidélité à ce qu'elle a comme consigne de traduire.

3.1.2. Deuxième séquence :

la reformulation du tour de l'avocate générale

La séquence suivante nous permet de préciser les effets interactionnels générés par la médiatisation dans une situation impliquant un interprète. La configuration y est la même que dans l'extrait précédent. L'interprète est assise à côté du président de la cour. C'est le moment du réquisitoire, lorsque l'avocate générale expose ses arguments. La traduction, en langue albanaise, se fait de manière consécutive, sur le mode que nous avons précédemment étudié. La séquence est organisée comme suit : l'avocate générale (AG) explique que pour éviter le renouvellement de l'infraction (T1-2), il faut maintenir le prévenu en prison. Son argument est qu'il a été placé en détention provisoire parce qu'il est soupçonné d'avoir transporté quatre-vingt-dix kilos de cocaïne (T3), et qu'au vu de l'infraction, il ne peut pas rester en prison un court laps de temps parce qu'il risque alors de recommencer tout de suite (T5-6). Le président (P) prend la parole ensuite (T8) pour reformuler cet argument en reprenant l'idée

11. L'énoncé original en roumain est le suivant : « euh zon- zonja avokate e përgjithshme që është këtu ju thotë që juve akuza juaj është që jeni marrë me drogë që ngë fundi i vitit dy mijë e tetë deri në ditën e arrestimit ».

que la mise en détention n'est pas suffisante (T9-10). L'avocate générale reprend la parole (T11) et développe cet argument sur la longueur de la mise en détention en indiquant que s'il reste peu de temps en prison, il pourra recommencer le lendemain matin ses activités illicites (T 14-17).

Extrait 2

1. AG: alors j'ajoute aussi que c'est pour éviter le
2. renouvellement de l'infraction pourquoi .
3. parce que si effectivement un transport de quatre-vingt-dix kilos
4. après une détention euh qui date depuis le quatre décembre
5. si effectivement il y a une mise en liberté euh
6. on peut effectivement recommencer demain matin.
7. (.)
8. P: °lui dire que Madame l'avocat général () (que)°°
9. °la mise en détention c'est
10. insuffisant pour persuader Monsieur°=
11. AG: =pour le persuader
12. [d'él- de de de de recommencer parce que sinon]
13. P: [()]
14. AG: effectivement c'est un tout petit passage en prison ma foi euh
15. c'est euh c'est un aléa ,
16. un accident du travail
17. et on peut recommencer le lendemain matin .
18. ((l'avocate générale s'assoit, ce qui indique aux autres participants, qu'elle a terminé son réquisitoire))
19. I: ((traduit))

Après le tour de l'avocate générale qui explique pourquoi elle veut le maintien en prison du prévenu (de T1 à 6, suivi d'une micropause en T7), le président de la cour s'auto-sélectionne (T8). Il commence par une instruction « lui dire », toujours en chuchotant comme dans l'extrait précédent, avec un registre bas. Il reformule ensuite en partie le réquisitoire de l'avocate générale, qui semble donc, pour le président, être ce qui doit être entendu comme le point saillant du réquisitoire à transmettre au prévenu. On remarquera qu'il ne s'agit pas d'une reformulation à l'identique : comme dans l'exemple précédent, il explicite ce qui était de l'ordre de l'implicite dans le réquisitoire, à savoir que la mise en détention est insuffisante à ce stade. Cette reformulation a une dimension pédagogique : l'argument avancé par l'avocate étant simplifié, il est moins complexe à traduire.

Bien que le président parle avec un registre plus bas que son registre ordinaire, la parole associée à ce registre est toutefois assez forte pour être entendue de l'avocate générale. Celle-ci enchaîne pour compléter le tour en cours (T11), en recyclant ce qu'elle avait dit juste avant que le président ne prenne le tour. Elle poursuit son argument en reprenant le thème initié par le président dans sa reformulation (ne pas rester en prison peut entraîner le prévenu à réitérer l'infraction) tout en l'élaborant (elle qualifie le passage en prison d'aléa, d'accident du travail). La réélaboration du tour précédent par le président a ainsi pour effet une réélaboration en retour

par l'avocate générale. Alors que l'intervention du président relève d'une logique de reformulation pédagogique, l'avocate générale ne semble pas s'inscrire dans une activité de ce type. Elle tient compte de ce qu'a dit le président, mais elle ne le traite pas du tout comme une activité séparée : ce qu'il dit lui sert à reformuler son point en le précisant.

L'avocate générale n'a pas pris la parole au hasard, car le tour du président projetait bien un énoncé futur, du fait du format composé de l'unité de tour¹² : un composant préliminaire « le persuader » projette un composant ultérieur final de type « de faire X ». En accomplissant ainsi la complétude du tour à la place du président, elle effectue une double action qui est de réaffirmer son ascendance épistémique sur le sujet d'une part, et de s'associer à ce qu'a dit le président d'autre part : en effet, en complétant son tour à lui, elle a montré son accord sur ce qu'il dit. On notera que cette manière de compléter un tour qui est adressé à un tiers contribue très fortement à constituer une forte association entre le président et elle (Hayashi, 2013).

Peut-on parler de compétition pour la prise de tour ici entre le président et l'avocate ? Il semble que l'on a plutôt affaire à une situation proche de la traduction simultanée, où le président a pris la place de l'interprète – il chuchote – tandis que l'avocate générale garde le contrôle sur la prise de tour. Ce qui diffère d'une situation de traduction en revanche est le fait que le président parle en français, et qu'en conséquence, l'avocate générale peut intervenir sur ce qu'il dit et reformuler à nouveau la reformulation du président. Il s'agit donc bien d'une activité collaborative entre le président et l'avocate générale ici. Toutefois, celle-ci traite la réélaboration du président comme un problème de formulation, ce qui l'amène à traiter son énoncé comme quelque chose qu'elle peut reprendre – une proposition de réparation en quelque sorte. C'est ainsi que s'explique le travail de recatégorisation qu'elle opère sur la nature du maintien en détention : elle utilise le tour du président comme une ressource pour préciser son point à elle, et ce, alors même que le président est lui dans une orientation vers le travail d'interprétariat.

Le président, orienté vers l'activité de reformulation à destination de l'interprète, inscrit son intervention dans le cadre de l'organisation des prises de tour sans le modifier – ce que nous indique son registre bas. En ce sens, il montre que l'organisation normative des tours de parole s'impose à tous : nul n'est censé interrompre un réquisitoire, même un prési-

12. Alors que le président chuchote, l'avocate générale prolonge le tour de celui-ci en maintenant son registre de voix ordinaire. Il s'agit en ce cas de *compound turn-constructural features* approprié à la situation : tandis que le président est orienté vers la tâche de reformulation pour l'interprète et pour l'interprète seulement, l'avocate est elle orientée vers la situation institutionnelle qui suppose de parler pour un public.

dent, sauf si l'on est interprète et que l'on doit faire son métier de traduire. Le président est aussi orienté, comme on l'a indiqué précédemment, vers le maintien d'une équité des débats. La situation de visioconférence fait que l'interprète est assise à côté de lui. Cette situation lui donne l'occasion de se livrer à une reformulation, activité conversationnelle rare dans ce genre de situation¹³. De tels problèmes de reformulation se présentent bien sûr de façon similaire dans les situations non médiatisées, mais ils ne génèrent pas d'activité particulière. Le fait que le président ait à côté de lui l'interprète offre au premier la possibilité, tout en restant dans son rôle de président, de développer une activité pédagogique qui met en valeur la dimension d'équité des débats – dimension que lui-même est censé incarner en tant que président de la cour. Le président est en outre orienté vers la dimension médiatisée en ce sens qu'il prend en compte les effets interactionnels générés par la médiatisation.

Nous avons étudié deux séquences comportant une reformulation du réquisitoire de l'avocat général par le président de la cour en direction de l'interprète, assise à côté de ce dernier. Leur analyse a fait apparaître la manière dont l'organisation routinière des droits et obligations liés à la prise de tour est modifiée dans les situations institutionnelles médiatisées de ce type. On observe en effet le développement d'une activité particulière (la reformulation) due aux effets interactionnels causés par le dispositif médiatisé (traduction consécutive) qui entraîne une modification structurelle (les positions respectives des participants).

Nous examinons à présent les effets du dispositif sur les modalités de prise de tour pour un prévenu situé dans un site distant en nous intéressant à la manière dont celui-ci interpelle l'interprète et les ressources conversationnelles qu'il mobilise.

3.2. Réorganisation des modalités d'adresse du prévenu à l'interprète

Pour mieux appréhender les effets du dispositif sur les modalités de prises de tour de parole entre interprète et prévenu en site distant, nous contrastons cette situation avec une autre dans laquelle le prévenu et l'interprète sont en coprésence.

13. On retrouve cette activité de reformulation en coprésence, lorsqu'il s'agit de faire comprendre une question relative au droit d'extradition, question à laquelle généralement, les prévenus ont du mal à répondre, et les interprètes parfois aussi du mal à traduire. La formulation de la question « vous ne renoncez pas à la règle de spécialité » entraîne en effet une réponse de type « non je ne renonce pas à la règle de spécialité », question et réponse complexes à énoncer parce qu'elles sont toutes deux sur le mode de la formulation négative.

3.2.1. Troisième séquence : les modalités d'adresse entre un interprète et un prévenu en coprésence

Examinons une séquence où, présent dans la salle d'audience, le prévenu (PR), de nationalité roumaine, indique à l'interprète qu'il veut prolonger son tour alors que celle-ci s'apprête à commencer à traduire en français. Le contexte est le suivant. Le juge conseiller (JC) veut savoir si le prévenu s'est présenté à la cour d'appel de Craiova en Roumanie (T2-3). Le prévenu indique qu'il a été au tribunal de S. trois fois (T12), là où il a été jugé, mais que non (T7), il n'a pas été au tribunal de Craiova, parce que son avocat lui a indiqué que son affaire était terminée et qu'il n'avait donc pas besoin de se présenter à cet autre tribunal (T14 & 16-19). On relève en T9 et T10 les ressources verbales et gestuelles avec lesquelles le détenu indique à l'interprète (I) qu'il veut prolonger son tour pour rajouter un élément (extrait 3 ci-après).

Extrait 3

1. P: il était- d'accord . bien .
2. JC: et ensuite alors devant la cour d'appel
3. est-ce qu'il était [présent
4. I : [DUPA ACEEA LA CURTEA DE APEL DIN CRAIOVA ATI
FOST ?
[est-ce qu'il est allé à la cour d'appel de
Cracovie ensuite?
5. [((l'interprète regarde le prévenu))
6. [((le prévenu regarde l'interprète))
7. PR: NU (.)
non
8. (l'interprète se tourne vers la cour))
9. PR: [STATI PUTIN] SA VA [SPUN
attendez un peu que je vous dise
10. [((le prévenu
fait un geste de
la main
en regardant
l'interprète))]
11. [((l'interprète regarde
le prévenu))
12. P: A: AM FOST DE TREI ORI LA S.
je suis allé trois fois à S.
13. I : AȘA ,
donc
14. P: ȘI AM ÎNTREBAT AVOCATUL DACĂ S-A TERMINAT,
et j'ai demandé à l'avocat si c'était fini
15. I: m:
16. P: ȘI S-A TERMINAT Ă:: PROBLEMA Ă:
et c'était terminé euh le problème euh
17. I ((regarde la cour)) ((traduit en français)):
je suis allé au tribunal de S. ,
18. j'ai rencontré mon avocat ,
19. qui m'a dit que la procédure était finie ,

Le prévenu répond par la négative à la demande du président (T7). Il semble que cette réponse ne lui paraisse pas suffisante puisqu'il indique par un regard, un geste d'accompagnement de la main et une requête – un impératif, « attendez » – destinés à attirer l'attention, qu'il veut prolonger son tour. Compte tenu de la situation judiciaire dans laquelle ces questions sont posées par le magistrat, celles-ci comportent potentiellement un caractère de critique, de blâme (Atkinson & Drew,

1979 ; Komter, 2013 : 625, 628). On peut ainsi comprendre le tour étendu du prévenu comme étant conçu pour réfuter le blâme implicite contenu dans la question précédente du président (Drew, 1985). Observons plus précisément la manière dont le prévenu parvient à attirer l'attention de l'interprète pour prolonger son tour : la voix est basse, il opère une légère torsion du corps, le geste du bras est un geste accompagnateur. L'interprète quant à elle manifeste son attention en tournant la tête et en le regardant. Pour prendre la parole, le prévenu ne hausse pas le ton mais se tourne vers l'interprète. En parlant et avec un geste d'accompagnement de type vigilance périphérique, il attire son attention.

En visioconférence, comme il est beaucoup plus difficile d'utiliser les ressources gestuelles pour effectuer une adresse, la demande d'attention requiert d'autres ressources conversationnelles telles que l'usage d'un terme d'adresse. Toutefois, nous allons voir que la mobilisation d'un tel terme obéit à des motivations plus complexes.

3.2.2. Quatrième séquence : les modalités d'adresse à l'interprète pour un prévenu situé dans un site distant

La séquence qui suit¹⁴, dans laquelle l'interprète en langue arabe pose une question au prévenu de nationalité algérienne, permet de montrer la manière dont se fait la prise de tour pour le prévenu qui comparaît depuis la prison par visioconférence. L'extrait se situe au début de la séquence question/réponse qui caractérise une audience de ce type. Durant ce moment généralement situé à la fin du rappel des faits par la cour, le prévenu a la parole. Le président de la cour demande au prévenu de s'expliquer sur les raisons pour lesquelles il a demandé à être libéré sous caution et ses futurs projets. L'interprète (I) traduit les propos du président (T1-7). Invité à répondre, le prévenu (PR), au lieu de s'adresser à la cour, s'adresse directement à l'interprète (T9), en utilisant le prénom d'appel « Mohammed »¹⁵. Ce terme permet en arabe de s'adresser à un homme dont on ne connaît pas le prénom (voir extrait 4 ci-après).

Cet extrait illustre les problèmes d'adresse qui se posent pour la personne qui est dans un site distant et qui veut s'adresser à la cour, ou comme ici, semble-t-il, à la cour, via l'interprète (T9). En effet, le dis-

14. Nous remercions Nada Jonchère (Université Paul-Valéry-Montpellier) pour la transcription et la traduction de cette séquence.

15. Un moyen non verbal ne peut pas être une ressource dans les situations médiatisées que nous observons. Pour s'adresser à quelqu'un, la personne dans un site distant est presque toujours obligée d'utiliser des moyens verbaux.

Extrait 4

1. I: GALEK RAH TETLOB BECH T-T- YKHERJOUK MN ELHEBS (.)
il t'a dit que tu demandes pour qu'ils t- t- te sortent de prison
2. GOUL CHNOU HOUA ALMCHROUÛ NTAÂK
dis quel est ton projet
3. ELLI BECH T-T- TQEDMOULHOUM ALYOUM
que t- tu présentes aujourd'hui
4. () HA LMACHROUÛ ELLI ENDI
() voilà le projet que j'ai
5. WACH GHADI NDIR
ce que je vais faire
6. WACH MAGHADICH NDIR
ce que je ne vais pas faire
7. BACH YSTAJBOU LTTALAB NTAÂK .
pour qu'ils répondent favorablement à ta demande¹⁵ .
8. (.)
9. R: EUH MOHAMAD (.) MOHAMAD
euh Mohammed (.) Mohammed
10. I: AÂTADIR ASMI ALI W LAKIN MAÂLI(H)CH HKI
désolé je m'appelle Ali mais ce n'est pas grave raconte
11. PR: AAH (.) ANA- ANA: DKHELT FI deux mille trois L:- DKHELT
LFRANÇA FI deux- deux mille trois .
oui (.) moi- moi: je suis entré en deux mille trois en- je suis
entré en France en deux- deux mille trois .
12. I: je suis arrivé en France en deux mille trois

positif tend à modifier le système de l'adresse par rapport à la situation de coprésence. Par visioconférence, la procédure exige d'autres compétences de la part du locuteur en site distant : pour attirer l'attention des participants de la cour, et plus particulièrement de l'interprète, le prévenu utilise ici un terme d'adresse générique, « Mohammed ». Le terme d'adresse (T9) opère comme une sommation qui précède une interaction focalisée. Le prévenu sollicite ainsi l'attention de l'interprète. Cela fonctionne comme une première partie de paire à laquelle l'interprète doit répondre. C'est bien ce qui se passe ici. L'interprète lui indique que le terme d'adresse n'est pas le bon et que son nom est Ali (T10). Il l'invite ensuite à poursuivre son tour (T10). Par ce terme d'adresse, le prévenu montre une double orientation, par rapport à la situation d'interprétariat d'une part (qui l'oblige à passer par l'interprète pour s'adresser à la cour), par rapport à la situation d'interaction médiatisée d'autre part – en coprésence un tel terme d'adresse aurait été marqué. Précisons ce deuxième point.

Pour s'adresser à quelqu'un on dispose globalement de deux moyens : le regard ou un terme d'adresse. Ainsi que le rappellent Lerner (2003) et Goodwin (2007), le regard est primordial en coprésence. Clayman (2013) ajoute que l'adresse est accomplie par des moyens non vocaux en dyadique et que les termes d'adresse étant redondants, ils doivent être compris comme accomplissant un ensemble d'actions conversationnelles. Ainsi, selon Lerner (2003), l'utilisation d'un terme d'adresse suppose que sont impliquées d'autres circonstances que l'adresse seule,

à savoir : soit la disponibilité de son interlocuteur est problématique et le terme d'adresse est utilisé comme un indice pour établir et vérifier sa disponibilité et dans ce cas, le terme d'adresse est en première position ; soit le locuteur veut indiquer une certaine position – critique, expression personnelle – vis-à-vis de son interlocuteur (Clayman 2010). Dans ce cas, le terme est généralement en position finale. À première vue, le cas que nous avons ici renvoie à la première circonstance décrite par Lerner (2003). En positionnement initial, le terme d'adresse est une sommation de la part du prévenu pour établir l'interprète comme destinataire (plutôt que la cour par exemple).

Un tel format d'adresse rend par ailleurs visible qu'il y a pour le locuteur un problème de disponibilité – et plus précisément un problème qui relève de l'accessibilité de son interlocuteur. En effet, l'interprète ne marque pas particulièrement de désengagement – d'autant moins qu'il a initié une demande d'action en retour envers le prévenu à qui il est demandé de s'expliquer sur son projet de sortie. Dans ses travaux précédents, Fornel a souligné la fragilité du cadre interactionnel partagé par visioconférence (Fornel, 1994). Cette séquence permet de souligner que le problème de l'accessibilité de l'interlocuteur est en effet pour le locuteur un problème pratique : le terme d'adresse qu'il utilise en est l'indice.

En outre, dans une situation multiparticipants se pose toujours potentiellement un problème pour celui qui s'auto-sélectionne (Fornel et Verdier, 2014) comme c'est le cas ici pour le prévenu, pour prendre son tour d'abord, pour indiquer qui est le destinataire ensuite. Si l'intonation descendante en fin de tour de l'interprète (T7) et le silence qui suit (T8) indiquent que ce dernier a fini de parler, rien ne signale en revanche que l'attention des participants est désormais tournée vers le prévenu et que c'est à lui de prendre le tour : l'interprète ne lui a pas posé de question, ce qui l'aurait clairement désigné comme le prochain locuteur, et les membres de la cour ne regardent pas l'écran (ainsi que le montre la donnée vidéo). De ce point de vue, le fait que le prévenu doive prendre le tour reste ouvert.

Cependant, étant donné le format institutionnel et ce qu'on lui a dit, le prévenu est censé répondre à la cour. Depuis un site distant, il est difficile d'indiquer par le regard à qui on s'adresse, à la cour ou à l'interprète ? Le prévenu doit donc trouver des ressources pour mobiliser l'attention et sélectionner son interlocuteur. Il s'adresse ici à l'interprète, et non à la cour via l'interprète, en choisissant un terme d'adresse. Il s'agit donc d'un aparté, ce que permet effectivement la situation car elle suppose un tiers (l'interprète). Cette manière d'utiliser le terme d'adresse à destination de l'interprète pour

requérir son attention, alors même que l'attention de l'interprète ne fait aucun doute, indique que ce que le prévenu va dire est problématique, en ce qu'il ne répond pas directement à ce qu'on lui demande.

Si l'on prolonge l'analyse, on est ainsi amené à considérer que ce terme d'adresse permet aussi au locuteur d'accomplir une autre action, décrite par Clayman (2013), qui vise à marquer un certain désalignement par rapport à l'action qui est attendue du locuteur. En effet, au lieu de répondre à la demande de clarification énoncée par la cour, le prévenu commence par indiquer qu'il est arrivé en France (T11). Il explique ensuite aux magistrats (non retranscrit ici) qu'il a déposé un dossier en Corse et qu'on lui a refusé les papiers. Tout ceci ne répond nullement à la question soulevée par la cour sur ses projets futurs de sortie. Le terme d'adresse permet d'accomplir ici une double action : d'une part, vérifier l'accessibilité de la personne et agir comme une première partie de paire ; d'autre part, indiquer une position qui décline l'action qu'on attend de lui et donner ainsi à l'énoncé qui suit une certaine autonomie par rapport au contexte séquentiel.

Conclusion

L'examen des séquences interactionnelles au sein des chambres de l'instruction de Rennes et Grenoble a permis de cerner les effets d'un dispositif de visioconférence sur la configuration des relations interpersonnelles entre l'interprète judiciaire, les participants coprésents et le prévenu en site distant. Dans une audience de ce type, l'accomplissement des activités pratiques des participants se complexifie, ceux-ci n'étant plus seulement dans une relation institutionnelle, mais dans plusieurs dimensions, dont la dimension médiatisée. Alors qu'en coprésence l'activité d'interprétariat se déroule selon une certaine routine, la situation de visioconférence oblige non seulement l'interprète mais aussi tous les participants à transformer leur activité pour que celle-ci puisse continuer à se dérouler en tant qu'activité d'interprétariat.

Nous avons montré que le développement de cette activité particulière qu'est la reformulation est précisément dû aux effets interactionnels du dispositif médiatisé (traduction consécutive), ce qui entraîne une modification structurelle (les positions respectives des participants). Le fait que l'activité d'interprétariat se déroule par visioconférence explique que des problèmes de reformulation génèrent une activité particulière pour certains participants : la redistribution des places au sein de la cour amène le président à développer une activité pédagogique qui met en valeur la dimension d'équité des débats. Les effets interactionnels générés par la

médiatisation sont ainsi pris en compte par ce dernier qui reste constamment orienté vers la dimension médiatisée de l'audience. L'examen de deux séquences a ainsi souligné la négociation des droits et obligations des prises de parole dans une audience judiciaire médiatisée, où le réquisitoire devient une performance à plusieurs voix. Ceci complique la tâche de l'interprète qui se trouve confrontée au choix de la fidélité à ce qui a été dit par la personne dont elle a en charge la traduction ou de l'inclusion dans sa traduction de la transformation introduite par l'autre participant.

Le deuxième temps de notre étude a permis de souligner l'impact de la nature médiatisée des débats sur la relation entre prévenu et interprète. L'examen des modifications des modalités de prises de tour pour la personne en site distant a révélé que les ressources utilisées par le prévenu pour interagir avec l'interprète et la cour diffèrent selon qu'il est en coprésence ou en vidéoconférence. Plus précisément nous avons montré que le terme d'adresse utilisé comme une ressource conversationnelle peut avoir des conséquences importantes sur l'enchaînement séquentiel des actions conversationnelles. La position de l'interprète étant ainsi légèrement modifiée du fait de la médiation par visioconférence, celui-ci est amené à y déployer des modalités interactionnelles inédites, comme le fait de devoir explicitement dire son nom au prévenu.

La nature médiatisée des débats n'est donc pas sans conséquence sur la relation interpersonnelle entre le prévenu et l'interprète, les participants devant déployer des activités particulières pour vérifier l'accessibilité réciproque et assurer le partage du cadre interactionnel. Tout ceci révèle combien ce dernier est fragilisé par le dispositif. Or, la fragilisation de la relation avec l'interprète, fondamentale pour que le prévenu puisse à la fois suivre les débats et y intervenir, n'est pas sans comporter des effets sur la garantie de l'équité des débats.

Bibliographie

- Angermeyer P. S. (2005), « Who is 'you'? Polite forms of address and ambiguous participant roles in court interpreting », *Target*, 17 (2), p. 203-226.
- (2009), « Translation style and participant roles in court interpreting », *Journal of Sociolinguistics*, 13 (1), p. 3-28.
- Atkinson J. M., Drew P. (1979), *Order in Court: The Organisation of Verbal Interaction in Judicial Settings*, Atlantic Highlands, N.J. Humanities Press.

- Berk-Seligson S. (1990), *The Bilingual Courtroom, Court interpreters in the judicial process*, Chicago, University of Chicago Press.
- Braun S., Taylor J., (eds) (2012), *Videoconference and remote interpreting in criminal proceedings*, Antwerp, Intersentia.
- Clayman S. (2010), « Address terms in the service of other actions: The case of news interview talk. », *Discourse and Communication*, 4-2, p. 161-183.
- (2013), « Agency in response: the role of prefatory address terms », *Journal of Pragmatics*, 57, p. 290-302.
- Dourish P., Adler A., Bellotti V., & Henderson A. (1996), « Your place or mine? Learning from long-term use of audio-video communication », *Journal of Computer Supported Cooperative Work*, 5 (1), p. 33-62.
- Drew P. (1985), « Analyzing the use of language in courtroom interaction », In T.A. Dijk (ed.), *Handbook of discourse analysis*, vol. 3, New York, Academic Press (p. 133-148).
- Drew P., Heritage J. (1992), *Talk at work*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Dumoulin L., Licoppe C. (2011), « La visioconférence dans la justice pénale: retour sur la fabrique d'une politique publique », *Les cahiers de la justice*, 2, p. 29-52.
- Eades, D. (1994), « Forensic linguistics in Australia: an overview », *Forensic Linguistics*, 1 (2), p. 113-132.
- Fish R. S., Kraut R. E., Root R. W. & Rice R. E. (1992), « Evaluating video as a technology for informal communication », In P. Bauersfeld, J. Bennett, and G. Lynch (eds), *Proceedings of the SIGCHI Conference on Human Factors in Computing Systems (CHI '92)*, New York, NY: ACM (pp. 37-48).
- Fornel de M. (1994), « Le cadre interactionnel de l'échange visiophonique », *Réseaux*, 64, p. 107-132.
- Fornel de M., Verdier M. (2014), *Aux prises avec la douleur, une étude conversationnelle des consultations d'analgésie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Galatolo R. (2007), « Active voicing in court », In *Reporting Talk. Reported speech in interaction*, Cambridge, Cambridge University Press (p. 195-220).

- Gaver W. (1992), « The affordances of media spaces for collaboration », In *Proceedings of the 1992 ACM Conference on Computer-Supported Cooperative Work (CSCW '92)*, New York, NY: ACM (p. 17-24).
- Goodwin C. (2007), « Environmentally Coupled Gestures », In S. Duncan, J. Cassell, and E. Levy (eds), *Gesture and the Dynamic Dimensions of Language*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins (p. 195-212).
- Hayashi M. (2013), « Turn Allocation and turn sharing », In J. Sidnell and T. Stivers (eds), *Handbook of conversation analysis*, Chichester, West Sussex, UK, Wiley-Blackwell (p. 167-190).
- Heath C., Luff P. (1992), « Media Space and communicative asymmetries. Preliminary observations of video mediated interactions », *Human Computer Interaction*, 7, p. 315-346.
- Heritage J. (2005), « Cognition in Discourse », In Hedwig Te Molder and Jonathan Potter (eds), *Conversation and Cognition*, Cambridge, Cambridge University Press (p. 184-202).
- Komter M. (2013), « Conversation analysis in the courtroom », In J. Sidnell and T. Stivers (eds), *Handbook of conversation analysis*, Chichester, West Sussex, UK, Wiley-Blackwell (p. 612-629).
- Lerner G. H. (2003), « Selecting next speaker: The context-sensitive operation of a context-free organization », *Language in Society*, 32 (2), p. 177-201.
- Licoppe C., Morel J. (2014), « Mundane video directors. Showing one's environment in Skype and mobile video calls », In M. Broth, E. Laurier & L. Mondada (eds), *Video@Work*, London, Routledge (p. 135-160).
- Licoppe C., Relieu M. (2007), « Présentation », *Réseaux*, 144, p. 9-22.
- Licoppe C., Verdier M., & Dumoulin L. (2012), « Courtroom interaction as a multimedia event: the work of producing relevant videoconference frames in French pre-trial hearings », *Journal of Electronic Communication*, 23 (1-2), téléchargeable à <http://www.cios.org/www/ejcl/v23n12toc.htm#licoppeetalf>.
- Licoppe C., Verdier M. (2013), « Interpreting, video communication and the sequential reshaping of institutional talk in the bilingual and distributed courtroom », *The international Journal of Speech, Language and the Law*, 20 (2), p. 247-276.

- Mondada L. (2007), « Operating together through videoconference: Members' procedures for accomplishing a common space of action », In Hester, S., & Francis, D. (eds), *Orders of Ordinary Action*, Aldershot: Ashgate (p. 51-67).
- Ng E. (2013), « Who is speaking? Interpreting the voice of the speaker in court », In Schäffner C., Kredens K., Fowler Y. (eds), *Interpreting in a Changing Landscape: Selected papers from Critical Link 6*, Philadelphia, Johns Benjamins B. V., (p. 249-266).
- Perez Gonzalez L. (2006), « Interpreting strategic recontextualization cues in the courtroom: Corpus-based insights into the pragmatic force of non-restrictive relative clauses », *Journal of Pragmatics*, 38, p. 390-417.
- Relieu M. (2007), « La téléprésence, ou l'autre visiophonie », *Réseaux*, 144, p. 183-223.
- Sacks H., Schegloff E., Jefferson G. (1974), « À Simplest Systematics for the Organization of Turn-taking in Conversation », *Language*, 50, p. 696-735.
- Verdier M., Dumoulin L., Licoppe C. (2012), « Les usages de la visioconférence dans les audiences judiciaires en France: les enjeux d'un protocole de recherche basé sur l'enregistrement audiovisuel des pratiques », *Ethnographiques.org*, 25.
- Verdier M., Licoppe C. (2011), « Videoconference in French Courtrooms: its consequences on judicial settings », *International Journal of Law, Language and Discourse*, 1-3, p. 1-28.
- Wadensjö, C. (1998), *Interpreting as Interaction*, New York: Addison Wesley Longman.
- (2011), « Status of Interpreters », In Gambier, Y., Doorslaer, L. van, (eds) *Handbook of Translation Studies, Volume 2*, John Benjamins Publishing, (p. 140-145).
- Warnicke C., Plejert C. (2012), « Turn-organisation in mediated phone interaction using Video Relay Service (VRS) », *Journal of Pragmatics*, 44, p. 1313-1334.
- Whittaker S. (2003), « Things to talk about when talking about things », *Human Computer Interaction*, 18 (1), p. 149-170.

Conventions de transcription

[	Énoncés/gestes/regards en chevauchement (début)
]	Énoncés/gestes/regards en chevauchement (fin)
(.)	Pause/intervalles entre les énoncés et à l'intérieur des énoncés
(.)	Micro-pause, non aisément mesurable
(0.5)	En dessous de la seconde
(1.0)	Une seconde
.	Intonation descendante
,	Intonation continue
?	Intonation montante
-	Interruption du mot ou d'un énoncé
_(souligné)	Prononcé avec un volume plus haut que la conversation en cours
°	Prononcé avec un volume plus bas que la conversation en cours
><	Prononcé à un rythme plus rapide que la conversation en cours
=	Aucun intervalle entre les énoncés adjacents
::	Extension du son ou de la syllabe qui précède; des points peuvent être ajoutés selon l'importance de l'extension
(texte)	Segment peu audible, il reste une incertitude quant à ce qui a été effectivement prononcé
()	Segment non audible
((italique))	Indications autres qu'orales
£	Indique le début d'un mouvement de caméra visiophonique
T	Désigne le tour de parole